

La mondialisation qui fait débat : inégalités, pauvreté, conflits ?

Modérateur : Emmanuel CUGNY

Invités : Sylvie BRUNEL(SB), professeur géographe et économiste, ancienne présidente d'Action contre la faim

Eddy FOUGIER (EF), politologue et chercheur associé à l'IRIS

Odile RENAUD-BASSO (ORB), directrice générale du Trésor

La mondialisation a été créée pour les entreprises qui en sont la colonne vertébrale, mais elle présente bien d'autres aspects qui aujourd'hui révèlent une certaine défiance de l'opinion publique. Elle a suscité des espoirs, de la création de richesse, mais à côté des gagnants, il y a des perdants.

Le processus de mondialisation est-il bien compris par l'opinion publique ?

(EF) Difficile de répondre à cette question sans prendre en compte la diversité des opinions publiques (modernisme pour les Arabes, frère du Satan américain pour l'Amérique latine, etc). Le terme reste abstrait pour une personne moyenne qui l'associe plus facilement à McDonald's ou à un conteneur. Retenons deux clivages géographiques réels : entre émergents et développés / entre qualifiés et non qualifiés.

(SB) En histoire-géographie, la mondialisation est un espace mondial interdépendant qui émerge après la chute de l'URSS et qui est porté par les TIC. Elle est planétaire (réseaux de firmes, syndicats, ONG), elle se traduit par un bouleversement total de l'ordre du monde dans la hiérarchie développement/sous-développement. On observe une convergence des IDH, le taux de mortalité infantile est passé de 100‰ en 1960 à 35‰ en 2017, nous étions 3 milliards et l'espérance de vie était de 45 ans, nous sommes 7 milliards et l'espérance de vie est de 70 ans. On observe une disparition du tiers-monde mais une explosion des tiers-monde intérieurs, les tensions sont alors beaucoup plus fortes car les réseaux permettent les comparaisons.

De plus, il ne faut pas croire que le monde est un gâteau fixe. Les flux s'accroissent, l'innovation crée des ressources mais le ruissellement ne marche pas, les inégalités internationales augmentent, il faut une redistribution qui ne soit pas confiscatoire.

(ORB) La vision de la mondialisation est paradoxale en France. L'opinion publique est sceptique (41% des Français doutent des effets positifs de la mondialisation contre seulement 23% des Allemands), c'est en France que les inégalités post-redistribution ont le moins bougé depuis le début des années 1980.

Cependant, pour les économistes, la mondialisation est favorable à la croissance. La part des personnes vivant sous le seuil de pauvreté est

passée de 37% en 1990 à 9,6% en 2015. C'est la Chine qui a particulièrement réduit le taux de pauvreté de manière inattendue. Erreur à éviter, il faut distinguer ce qui vient de la mondialisation et ce qui vient du progrès technique.

Est-ce que la mondialisation est positive ou non ?

(EF) « *Que pensez-vous de la Révolution française ? Il est trop tôt pour se prononcer* », répondait le Premier ministre chinois Zhou Enlai au début des années 1970. On pourrait faire la même réponse à propos de la mondialisation. On observe un écart entre la perception et la réalité de la mondialisation qui est lié à deux choses. Elle représente un choc, la fin des frontières qui n'a pas été décidée par la population subissant des conséquences négatives dans la vie quotidienne. Pour résumer, la mondialisation n'a pas tenu ses promesses car la prospérité de tous n'a pas été réalisée malgré la hausse des richesses. La redistribution n'a pas été favorisée.

(SB) Les mutations de l'humanité sont marquantes, il y a émergence d'une classe moyenne mondiale avec accès à la technologie, la culture. La mondialisation dépend de ce que les Etats en font. Certains sont préoccupés par l'intérêt général tels la Namibie, le Rwanda, l'Ethiopie, la Corée du Sud, Maurice, l'Equateur qui se sont développés mais pas la Corée du Nord, Madagascar ou le Venezuela. L'économie informelle représente 2/3 de l'économie africaine. Il y a des perdants dans les économies développées : les *working poor*, les emplois non qualifiés dans les services, ceux qui sont exclus de l'avoir, du savoir et du pouvoir.

(ORB) Effet positif évident de la mondialisation avec + 13% de PIB en France depuis 1980, prouvé également par le ralentissement de la croissance quand on remet des frontières (cf Brexit).

Quels outils ? Quelles solutions ? André Gide : « Il n'y a pas de problème, il n'y a que des solutions. L'esprit de l'homme invente ensuite le problème ».

(EF) La mondialisation n'est pas irréversible (cf Suzanne Berger). Les catégories les plus affectées se tournent vers le populisme. Dans la future campagne pour les Européennes, il faudra écouter les craintes des classes moyennes sur les migrations. Le libéralisme encadré caractérisé par une ouverture commerciale avec protection et sécurité n'a pas été respecté. Il faut plus de régulation mais les partis de gouvernement ne parviennent pas à changer les choses. Côté grandes entreprises, la défiance monte (ex Monsanto), il faut aussi rassurer les populations sur l'acceptabilité des technologies.

Le problème serait-il la faiblesse de l'Etat ?

(SB) Les Etats se situent dans un ensemble qui les dépasse (OMC, ONG, etc.) mais ils ont des marges de manœuvre. Les émergents ont donné des

mots d'ordre. La Chine veut mettre fin au conflit villes/ruraux par une « société harmonieuse », l'Inde par un New Deal appelle au rééquilibrage des territoires. Deux mots-clés à retenir ici : la confiance qui dépend des institutions, du droit tel le « no corruption » favorable aux entreprises au Rwanda ; puis reconstruire la fierté nationale sans nationalisme xénophobe comme en Ouzbékistan.

Quels moyens pour les Etats ?

(ORB) Au niveau national, les politiques publiques doivent adapter les formations, lutter contre les inégalités par une redistribution solide. Au niveau international, coopération et définition de standards internationaux doivent permettre de maîtriser la globalisation financière, d'éviter la concurrence fiscale dans le cadre de l'OCDE.

Est-ce que l'Europe joue à armes égales face aux Etats-Unis ?

(ORB) L'Europe a une capacité de négociation unifiée une fois qu'on est d'accord et elle a un marché très important. Mais les politiques fiscales restent nationales et mettent les pays en concurrence.

(SB) L'Europe est un géant économique mais un nain politique. Nous assistons au déclin programmé de l'Europe du fait de ses tiraillements intérieurs comme l'illustrent les politiques énergétiques.

Qu'est-ce que vous attendez des professeurs sur la mondialisation ?

(SB) Les Etats n'ont pas d'amis mais des intérêts. C'est l'éducation qui fera la différence. A Cuba l'éducation était une grande force. Le tourisme se développe, le nombre de médecins et de professeurs baisse.

(EF) La clé de la réflexion se situe entre perception et réalité. Les gouvernements n'ont pas dit qu'ils s'ouvriraient. Les professeurs doivent montrer la réalité de la mondialisation.

(ORB) Il faut développer l'esprit critique, les compétences de base pour faire face aux réseaux sociaux qui fonctionnent par silos.